



L'APRÈS

ensemble pour l'unité

Cher.e.s ami.e.s cher.e.s camarades, certes avec un peu de retard mais il est tout frais, tout chaud et sort tout juste du four, voici le texte soumis au parlement proposé par la CEN. Les débats pour la validation de ce texte ont obligé la CEN à prendre un petit peu plus de temps que prévu.

Par cette mise en contexte nous cherchons à dédouaner totalement le bureau du parlement pour ce léger retard hein 😊.

Malgré tout, dans sa grande mansuétude le bureau a tout de même tenté de considérer ce décalage temporel et vous propose les deadlines suivantes:

- Date limite d'envoi des contributions au débat vendredi 06 novembre à 20h
- (vous pourrez remarquer l'effort 😊)
- Date limite d'envoi d'éventuels amendements par les sections dimanche 08 novembre.

Autre information :

- suite à la réunion des groupes de travail thématique du jeudi 29 octobre, le pôle programme souhaite avoir une heure durant le parlement pour la présentation d'un texte issu de la première remontée. Ce texte sera envoyé aux délégué.e.s juste avant le parlement et servira de base pour la discussion programmatique dans les sections pour préparer le parlement de décembre.
- Afin de recenser les délégué.e.s de chaque section pour le prochain parlement un formulaire vous sera envoyé autour du 06 novembre. La date limite pour que chaque section renseigne ses délégué.e.s est le jeudi 12 novembre à 18h.

D'autres informations à suivre...

Pour rappel, le parlement aura lieu le **samedi 14 novembre à partir de 09h.**

Positionnement de l'APRES pour l'élection présidentielle de 2027

Il s'agit d'un texte proposé par la CEN en prévision du parlement du 14 novembre, conformément au mandat qui lui a été donné par le parlement du 4 octobre. C'est une base de travail dont l'ensemble des militant-es pourront s'emparer ainsi que le parlement.

La CEN a fait le choix d'un texte unique avec fenêtres. Il est conçu comme un bulletin de vote que le parlement pourra discuter et amender après débat dans les sections territoriales, le 14 novembre. Les débats se poursuivront ensuite, cette fois dans l'objectif de trancher entre les diverses options, dans le cadre des discussions qui auront lieu dans les sections territoriales entre le 14 novembre et le parlement qui se tient en présentiel les 12 et 13 décembre. Celui-ci sera alors à même d'adopter une position.

En tant que bulletin de vote, s'il inclut évidemment des éléments d'analyse de la situation, il n'est pas une résolution générale ni un document d'analyse des mobilisations en cours.

Nous vivons actuellement une situation de décalage entre l'irresponsabilité politique de la gauche et les capacités de mobilisation de la société sur des questions qui sont l'ADN de la gauche. Ces capacités sont notamment démontrées par une jeunesse en mouvement, à la fois inquiète et joyeuse, solidaire et fondamentalement hostile au Rassemblement national. Elle est le cœur des mobilisations du 17 octobre qui ont fait éclater une crise politique aiguë. Dès lors, la responsabilité de la gauche est posée, à l'image des organisations syndicales et des associations de défense des libertés, elle doit se rassembler et agir pour aider à formuler des réponses politiques à la hauteur, à commencer par faire barrage à la restriction des libertés. Nous sommes désormais dans une course de vitesse, avec un gouvernement qui joue le pourrissement, après l'attentat de Trappes.

Dans ce contexte, l'APRES déplore la situation actuelle de division à gauche dans laquelle l'élection présidentielle de 2027 va s'inscrire. Le risque de victoire de l'extrême droite est toujours plus élevé et, face à cela, les deux gauches prétendument irréconciliables se sont reconstituées. La puissance du mouvement social, confirmée le 24 octobre pourrait cependant permettre d'avancer vers des victoires revendicatives, être un point d'appui pour une dynamique unitaire à gauche et ainsi changer la donne politique. Si une telle dynamique en venait à transformer

significativement le paysage à gauche, l'APRES serait évidemment amenée à rediscuter de sa position. Les éléments qui suivent prennent acte de la situation à l'instant T.

En élisant Raphaël Glucksmann comme candidat dès le 1er tour d'une primaire étriquée dans son périmètre comme dans la mobilisation qu'elle a suscitée, le choix effectué dessine une stratégie politique fondée non pas la mobilisation unitaire des gauches, mais sur un rassemblement excluant LFI et recherchant le vote macroniste. Nous sommes totalement opposés à cette perspective.

Jean-Luc Mélenchon s'est auto-désigné candidat, alors que les plus grands doutes subsistent sur sa capacité à rassembler à un niveau qui lui permette non seulement d'accéder au second tour, mais surtout de le remporter face à l'extrême droite. Il ne donne malheureusement aucun signe d'ouverture aux autres forces de gauche. Nous avons avec Jean-Luc Mélenchon des désaccords substantiels, stratégiques et programmatiques, notamment sur les questions internationales et le féminisme, néanmoins son programme a beaucoup de points communs avec celui que l'APRES est en train d'élaborer. Il faut aussi noter que sa campagne rencontre un succès populaire incontestable notamment dans la jeunesse.

Deux autres candidatures ont été partie prenante du processus de Bagneux, celle de Marine Tondelier et celle de François Ruffin. Les deux ont pour elles d'avoir défendu sans relâche une candidature unitaire de la gauche et des écologistes, sans exclusive vis-à-vis du PS ou de LFI. Marine Tondelier porte des préoccupations que nous partageons notamment sur le terrain de l'écologie politique et du féminisme et François Ruffin incarne un attachement aux questions sociales que nous partageons également. Son aventure avec Dominique de Villepin nous interroge cependant. Maintenues sans perspective de rassemblement, leurs candidatures font prendre le risque que la gauche n'atteigne pas le second tour.

Cette situation ne nous condamne pas à nous taire ou à disparaître, bien au contraire. L'élection de Lula au Brésil, la nouvelle donne en Serbie, les midterms aux US dans laquelle le Président Trump est mal en point : tout cela montre que la montée de l'extrême droite n'est pas inéluctable.

Notre candidate Clémentine Autain a fait savoir dès l'origine qu'en l'absence de la primaire à laquelle nous étions favorables, elle ne serait pas dans un jeu qui consisterait à ajouter une candidature dans une situation où la gauche serait déjà fragmentée. Comme elle s'y était engagée, elle n'a pas pour autant déserté le combat contre le macronisme finissant et l'extrême droite, à l'Assemblée et au coeur des mobilisations.

Nous continuons à défendre la nécessaire unité dans les luttes et dans la rue pour exiger la justice sociale, la bifurcation écologique, la défense des libertés publiques et la fin des discriminations, et à proposer à toutes les forces de gauche de soutenir ensemble les mobilisations.

Nous continuons à défendre la nécessité du rassemblement de toute la gauche et des écologistes et à combattre l'idée qu'il y aurait deux gauches irréconciliables. Nous défendrons notamment la nécessité d'un accord programmatique et électoral aux élections législatives qui suivront vraisemblablement la présidentielle, avec l'objectif d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale.

Nous continuons à défendre la perspective de construire, au lendemain de l'élection de 2027, quelle qu'en soit l'issue, un parti politique de transformation sociale et écologiste, pluraliste et démocratique pour résister et agir. Nos initiatives dès maintenant doivent contribuer à une telle issue. Nous poursuivons les contacts avec les Ecologistes, Debout, Génération.S et toutes les forces disponibles pour affirmer des propositions communes dans la situation actuelle et préparer l'avenir. Nous devons également contribuer à cette perspective en achevant notre programme et en le versant au débat public à gauche afin d'en faire une plateforme de discussion et de rassemblement avec les forces de gauche et écologistes.

Dans la campagne présidentielle, nous voulons mettre en avant nos idées, notre orientation, nos préoccupations unitaires, antifascistes, nos objectifs de transformation sociale et écologique. Nous poursuivons notre campagne contre le Rassemblement national, qui doit s'élargir et s'approfondir afin de peser dans le débat et les mobilisations. Nous appuyons les mobilisations sociales, décisives pour emporter des victoires.

Prenant acte du paysage politique tel qu'il se dessine pour l'élection présidentielle, et déplorant l'absence de candidature unitaire permettant de répondre aux aspirations profondes de l'électorat de gauche et du mouvement social actuel, l'APRES décide (au choix)

Fenêtre 1 : d'appeler à voter pour Jean-Luc-Mélenchon et de mener en sa faveur une campagne indépendante de LFI, mais unitaire avec toutes les forces qui le souhaitent, pour peser dans la campagne présidentielle

Fenêtre 2 : de soutenir une candidature ayant participé au processus de Bagnex, François Ruffin ou Marine Tondelier

Fenêtre 3 : d'appeler à voter indifféremment pour un.e candidat.e de gauche

Fenêtre 4 : poursuivre le travail unitaire en proposant une candidature qui soit un débouché solide au mouvement social actuel et qui rassemble le plus largement possible pour que la gauche puisse aller au second tour et l'emporter

ANNEXE

Amendements non intégrés ou partiellement intégrés et que leurs auteurs ont souhaité porter à la connaissance des militant-es de l'APRES, pour information

Jean-Vincent Jehanno et Jean-Claude Branchereau

Fenêtre 4 : poursuivre le travail unitaire à tous les niveaux en proposant une candidature qui soit de travailler à un débouché politique solide au mouvement social actuel et qui rassemble le plus largement possible pour que la gauche puisse aller au second tour et l'emporter. Fidèle à notre logo « ensemble pour l'unité » , c'est une vraie tâche de conviction à mener auprès de nos partenaires de feu le FP2027 qui doit nous permettre d'aboutir à une candidature unique de la gauche. Ce travail fera l'objet d'un bilan au parlement des 12 et 13 décembre. Elle pourra nous conduire à formuler une consigne de vote.

Jean-Yves Lalanne

« Le caractère exceptionnel du mouvement nécessite d'exiger la censure du budget et le départ du gouvernement Lecornu. L'APRES propose sur la base d'un plan d'urgence son remplacement par un gouvernement de toutes les forces de gauche qui ont constitué le NFP. »

« L'APRES continuera à défendre l'unité de toute la gauche et combattra la conception des gauches irréconciliables. Notre bataille pour battre la droite et l'extrême droite à la présidentielle et aux législatives doit préparer un nouveau Front Populaire 2027 pour une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. »

Jean-Claude Mamet

Amendement 1 :

Dans l'encadré du début de texte, ajouter ceci :

Ce texte a pour première fonction de déterminer nos analyses et notre action dans le contexte du mouvement social et politique en cours et d'examiner si et comment ce mouvement pourrait changer le contexte politique pour 2027. C'est en fonction de cette situation nouvelle qu'il détermine également notre position sur les élections.

Amendement 2 : après l'encadré et le deuxième paragraphe, ajouter ceci

Il est absolument décisif que le mouvement social et politique actuel parvienne à impulser ou trouver la voie pour une alternative majoritaire à l'hypothèse d'une victoire électorale du RN en 2027. Sans cela, et après les événements du 17 octobre et à Trappes, un pourrissement de la situation sans victoire ni nouvelle perspective faciliterait la campagne de MLP. Nous sommes donc dans une course de vitesse.

Pour battre le RN électoralement, il faut aussi qu'un mouvement citoyen exprime une alternative désirable et majoritaire au cauchemar fascisant, nationaliste, raciste, masculiniste, antisocial, antiécologique et violent.

Jean-Claude Branchereau

Sur le second amendement de JC Mamet, ajouter à la fin une phrase :

De plus, les exigences du mouvement social et politique actuel, dans toute sa variété, sont antagoniques aux projets de budgets en cours. Elles portent un changement total de politique. Il est donc essentiel que les batailles menées par nos député-es et par ceux du NFP expriment et formalisent une logique et des mesures alternatives conduisant à la censure et la démission de Lecornu. Lecornu doit céder ou céder la place. Nous devons proposer le plus unitairement possible un plan et un budget de mesures d'urgence répondant aux attentes de la société.

Sur la description des différentes candidatures

A la fin du passage sur Glucksmann

« et recherchant le vote de l'électorat de gauche ayant voté Macron ».

A la fin du passage sur Mélenchon

« Elle se heurte à un « plafond de verre » pour les tranches d'âge au-dessus de 35 ans. Elle est handicapée par les formules à connotation antisémite du début de campagne. »

A la fin du paragraphe sur tondelier et Ruffin, supprimer la dernière phrase :

« Maintenues sans perspective de rassemblement, leurs candidatures font prendre le risque que la gauche n'atteigne pas le second tour. »